

Genève : Loulichki dénonce les contrevérités sur les provinces du sud

Actualité Maroc

Posté par: Visiteur

Publié le : 25-09-2007 21:40:00

L'Ambassadeur, Représentant Permanent de la Mission du Royaume du Maroc auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, M. Mohamed Loulichki a dénoncé les contrevérités et les distorsions de la réalité dans les provinces du Sud présentées, lundi après-midi lors du débat général du Conseil des droits de l'homme (CDH), par des orateurs qui se sont rendus à Genève avec des passeports marocains et qui se plaignent paradoxalement d'entraves à la liberté de circuler.

Notant que leurs "propos tendancieux" appellent les mises au point, M.Loulichki, s'est demandé "si vraiment toutes les violations qu'ils ont énumérées sont réelles ? comment les dénommés Dahha Rahmouni et Hmad Hammad, qui sont intervenus respectivement au nom de France Libertés et de l'Union Internationale de la jeunesse socialiste, ont-ils pu quitter le territoire marocain sans être inquiétés, leur présence à Genève n'est-elle pas en elle-même le meilleur démenti de leurs allégations?".

Il a, en outre, fait remarquer que ces personnes sont sorties du Maroc avec des passeports marocains et ils y reviendront en toute quiétude. N'est ce pas là une expression éloquent de respect par le Maroc de leur droit de circuler librement, en plus de leurs autres droits fondamentaux?, s'est interrogé le diplomate.

Si ces violations sont réelles, a-t-il poursuivi, ++comment ces orateurs expliquent-ils que dans le cadre des visites familiales conduites par le HCR plusieurs personnes qui sont venues des camps de Tindouf ont souhaité revenir une deuxième fois dans les provinces du Sud auprès de leur famille alors que d'autres ont tout simplement décidés d'y rester?++. L'ambassadeur a relevé que les délégations gouvernementales et non gouvernementales, des parlementaires et des représentants de la presse internationale n'ont pas rapporté ces prétendues violations et ont plutôt témoigné du développement économique, social et culturel ainsi que du climat de liberté et de sérénité qui règne dans cette partie du Maroc. Pour preuve que ces violations ne sont que des allégations infondées, M.Loulichki a mis en avant les élections législatives du 7 septembre courant dont le taux de participation varie entre 50% à Laâyoune et 62% à Oued Eddahab Lagouira alors que la moyenne nationale était de 37% S'adressant, par ailleurs, au représentant du MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples), le diplomate marocain a relevé que lorsque le Conseil de Sécurité a recommandé la recherche d'une solution politique acceptable pour toutes les parties, c'était "le Maroc et lui seul qui a présenté une proposition d'autonomie substantielle dans le cadre de la souveraineté et de l'Unité nationale du Royaume afin de créer une dynamique pour la négociation".

Le représentant du MRAP n'a bien sûr pas osé soufflé mot des souffrances de plusieurs milliers de marocains séquestrés dans les camps de Tindouf, de la négation de tous leurs droits les plus élémentaires, de l'endoctrinement qu'ils subissent, des exécutions sommaires qui sont le sort de toute personne exprimant une opinion dissidente, des mariages forcés et des travaux pénibles

imposés aux détenus marocains pendant plusieurs décennies, a-t-il fait remarquer.

Pour M. Loulichki, " la communauté internationale connaît et reconnaît les avancées démocratiques du Maroc et ses acquis en termes de promotion et de protection des droits de l'homme grâce à la politique volontariste et courageuse de SM le Roi Mohammed VI ".

Elle a pu mesurer, a-t-il poursuivi, l'étendue de l'engagement du Maroc non seulement à enquêter "avec transparence et détermination sur toutes les violations des Droits de l'Homme de 1956 à 1999, et à se prémunir contre leur répétition mais aussi à faire respecter les droits de tous les citoyens marocains et à protéger leurs biens sur toute l'étendue du territoire du royaume, de Tanger à Lagouira", a-t-il conclu.

MAP